

**Entretien avec un journaliste de
LA DEPECHE DU MIDI
(février 1999)**

**LA SITUATION EN JORDANIE
A LA MORT DU ROI HUSSEIN**

Quel impact peut avoir, selon vous, la disparition du roi Hussein ?



On peut, d'ores et déjà, en observant le flot d'informations suscité par la maladie du roi¹, tant au Proche-Orient qu'en Occident, imaginer le très fort impact qu'aura sa disparition. D'une part, l'homme a une forte personnalité et a soigné son image publique. C'est l'un des très rares leaders arabes à avoir joui en Occident, notamment en France, d'une constante popularité. La « presse people » en a fait l'un de ses héros. Il y fut le « petit roi » lorsque, à 17 ans, il succéda à son grand-père Abd Allah en juillet 1951. Ses multiples mariages et

¹ Le roi Hussein est mort le 7 février 1999.

ses nombreux enfants firent la une des magazines. Sa simplicité et son courage séduisirent. Chacun se souvient encore de la photo le montrant aux commandes de l'hélicoptère officiel lors de la visite du président Giscard d'Estaing en mars 1980...

Mais l'intérêt que sa disparition suscite ne provient pas uniquement de la popularité du monarque, mais du rôle fondamental qu'il a joué à la tête de son pays. La Jordanie, en effet, même si du lest a été récemment jeté, n'est rien moins qu'une démocratie. Ses 60 sénateurs sont nommés par le roi, tout comme l'étaient les 70 membres du Conseil National consultatif. Seuls les 80 députés sont élus au suffrage universel, mais ils ne doivent pas faire état de leur appartenance politique. Au total, en Jordanie, le roi est un pivot essentiel du régime. C'est lui qui oriente toute la politique intérieure et, surtout, extérieure. Durant près du demi-siècle de son règne, Hussein s'est comporté comme un autocrate, et a imposé une stratégie très personnelle.

Pouvez-vous, en quelques mots, rappeler cette « stratégie très personnelle » du roi Hussein ?

En quelques mots, ce n'est pas simple, car la stratégie d'Hussein a été ondoyante et heurtée. Elle a cependant obéi à un double objectif : sauvegarder l'intégrité territoriale et politique d'un État récent et fragile; faire de son souverain un dirigeant régional, c'est-à-dire un homme d'influence pour les affaires du Proche Orient, écouté, à la fois, par les Arabes, les Israéliens et l'Occident.

Dans ce but, Hussein n'a pas hésité à opérer, à plusieurs reprises, de véritables chamboulements d'alliances. Ainsi, après avoir largement accueilli les réfugiés palestiniens en 1948 et 1967 -au point que ces derniers devaient représenter plus de la moitié de la population- il se heurta violemment, à partir de 1970, à la Résistance palestinienne, trop présente à son goût dans les affaires du pays. En revanche, il participa à la Guerre du Kippour aux côtés des autres États arabes, et, en mars 1979, fut l'un des premiers à rompre avec l'Égypte, coupable de rapprochement avec Israël. De même, après avoir fortement pris parti pour l'Irak -dont il reçut une aide financière très appréciable- il rompit brutalement avec ce pays. Mais, le retournement le plus audacieux fut la signature, en octobre 1994, d'un traité de paix avec Israël -l'ennemi de 46 ans- qui permit à la Jordanie de récupérer des territoires frontaliers (vallée de l'Arava), d'obtenir plusieurs millions de m³ d'eau, et d'amorcer une coopération économique.

Cet accord de 1994 avec Israël n'a-t-il pas suscité des remous dans le monde arabe, y compris en Jordanie ?

Oui, car on a trouvé que le roi en faisait trop, et trop vite, avec l'État hébreux. D'autant que les « dividendes » de cette paix n'ont pas été ceux que l'on pouvait espérer. L'économie jordanienne, après avoir connu dans la décennie soixante-dix un coup de fouet, grâce à des investissements publics et privés considérables et à l'essor du tourisme, s'est dégradée, malgré des mesures de rééchelonnement de la dette, la bienveillance du FMI, et le soutien des États-Unis. Une forte partie de la

population a continué à s'appauvrir. Depuis une dizaine d'années, des émeutes de la vie chère ont éclaté, notamment l'été 1996, au cours duquel le prix du pain a augmenté de 300%.

Et maintenant ?

L'historien, vous le savez, n'est pas prophète. Il ne peut seulement que signaler où se trouvent les clignotants au rouge. A ce moment précis de l'histoire jordanienne, moment grave puisque disparaît celui qui a eu les rênes du pouvoir pendant près d'un demi-siècle, et que son successeur désigné de longue date (le frère du roi) a été récemment écarté, (au profit d'une autre personne -un fils du roi), sans que l'on en connaisse les raisons, trois types de problèmes me paraissent majeurs.

Politiquement, il est urgent de désamorcer les critiques de plus en plus vives d'une mise sous influence américaine de la monarchie hachémite, critiques émises à la fois par le Front d'Action Islamiste, le Hamas et l'OLP. A cet égard, il n'est pas sûr que la démocratisation envisagée par l'ancien premier ministre Tahar Masri, soit la solution dans le contexte particulier du pays (système clientéliste très enraciné).

Socialement, il est non moins urgent d'apaiser la défiance -ravivée par la paix de 1994 avec Israël- entre les « jordano-jordaniens » et les Palestiniens du Royaume; d'intégrer les 250 000 réfugiés des camps, et de répondre de manière efficace au mécontentement croissant des milieux les plus défavorisés de la société jordanienne.

Diplomatiquement, il importe, pour maintenir de bonnes relations avec le gouvernement israélien et le leader de l'OLP, de définir une position claire par rapport à la Cisjordanie,

territoire perdu en 1967, devenu aujourd'hui le coeur du nouvel État palestinien en gestation. Renouer des contacts avec deux autres acteurs principaux du jeu moyen-oriental : la Syrie et l'Irak paraît aussi un impératif majeur pour le successeur d'Hussein.

Jean-François SOULET
(Groupe de Recherche en Histoire Immédiate,
Université de Toulouse-Le Mirail)